

**AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN****ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONES ET GERMANOPHONE**

[C – 2005/18067]

**Règlement du 6 juin 2005 relatif à l'agrément temporaire des médiateurs**

Vu la loi du 21 février 2005 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la médiation (ci-après dénommée « la loi »);

Considérant que la loi attache aux agréments accordés aux médiateurs des conséquences importantes, notamment, que les tribunaux ne pourront désigner que des médiateurs agréés par la Commission fédérale de médiation (article 1734, § 1<sup>er</sup>, du code judiciaire), et que, en médiation « volontaire », seuls les accords conclus avec l'aide d'un médiateur agréé pourront être homologués (article 1733 du code judiciaire);

Que, de même, l'assistance judiciaire ne couvrira les frais et honoraires du médiateur dans le cadre d'une procédure de médiation, judiciaire ou volontaire, que si celle-ci est menée par un médiateur agréé;

Considérant que les agréments temporaires ne pouvant être accordés que pendant un an à dater de l'entrée en vigueur de la loi, pour une période de deux années, il y a urgence à adopter un règlement prévoyant les conditions auxquelles les agréments temporaires pourront être accordés aux avocats qui en feront la demande;

Considérant que la loi entrera en vigueur le 30 septembre 2005; que l'O.B.F.G. sollicitera dès l'installation de la commission fédérale de médiation, sa reconnaissance comme instance habilitée à conférer des agréments temporaires conformément à l'article 25 de la loi;

Considérant que, depuis quelques années, des initiatives en faveur de la médiation ont été prises par différents Ordres d'avocats et l'O.B.F.G. lui-même, soit individuellement, soit conjointement avec d'autres instances telles des chambres de commerce ou des juridictions;

Que ces initiatives ont débouché sur la mise au point de systèmes d'agrément particuliers, spécifiques aux différentes matières dans lesquelles ces initiatives s'inscrivaient;

Considérant que, dans la sélection des critères d'agrément temporaire à laquelle il y a lieu de procéder, et dans le respect des conditions d'agrément édictées par l'article 10 de la loi, il convient d'avoir égard aux systèmes mis en place avec la participation des Ordres d'avocats et de reconnaître la qualité des programmes que ceux-ci ont développés;

Que la confiance accordée ainsi par le législateur aux médiateurs agréés requiert que tant la détermination des critères d'agrément que le contrôle du respect desdits critères par les avocats candidats à l'agrément s'opèrent avec rigueur;

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu de distinguer entre les matières familiale, civile et commerciale, et sociale, dans la mesure où la loi les singularise en instituant trois commissions spéciales dans la commission fédérale de médiation;

Considérant que les avocats qui ont suivi des cours de formation adéquats mais qui n'ont pas encore, ou qui n'ont acquis que peu d'expérience pratique, doivent pouvoir, dans le système transitoire organisé par la loi, bénéficier d'un agrément temporaire, pour autant qu'ils s'engagent à poursuivre leur formation en manière telle qu'ils puissent garantir un service de qualité dans le respect du règlement de l'O.B.F.G. du 20 janvier 2003;

L'ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONES ET GERMANOPHONE ARRETE LE REGLEMENT SUIVANT :

**Article 1. Demandes d'agrément**

1.1. Pourra être agréé temporairement médiateur l'avocat inscrit au tableau, à la liste des avocats qui exercent leur profession sous le titre professionnel d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à la liste des stagiaires de l'un des Ordres ressortissant à l'O.B.F.G., s'il en fait la demande et qu'il satisfait aux critères fixés par la loi et par le présent règlement.

1.2. La demande d'agrément précisera pour quelle catégorie de médiation l'agrément est sollicité.

1.3. Elle sera introduite au moyen du formulaire de demande repris en annexe 1<sup>re</sup>, signé par le demandeur, auquel seront joints tous les documents probants justifiant la demande d'agrément.

1.4. Le demandeur d'agrément temporaire certifiera dans le formulaire de demande ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation inscrite au casier judiciaire et incompatible avec l'exercice de la fonction de médiateur agréé, et ne pas avoir encouru de sanction disciplinaire ou administrative, incompatible avec l'exercice de la fonction de médiateur agréé, ni avoir fait l'objet de retrait d'agrément.

1.5. Cette demande ne pourra être prise en considération que si elle a été introduite au siège de l'O.B.F.G. avant le 30 juin 2006.

1.6. La demande et ses annexes seront également communiquées par le demandeur à son bâtonnier. Ce dernier ou son délégué peut donner un avis favorable, négatif ou réservé, au président du conseil d'administration de l'O.B.F.G. dans le mois. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

1.7. L'agrément temporaire est accordé par le conseil d'administration de l'O.B.F.G. sur le rapport de l'administrateur à qui le département médiation a été attribué. Une décision de refus est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

1.8. Le rapport de l'administrateur dont question à l'article 1.6. est instruit par la commission dont question à l'article 10, alinéa 5, du R.O.I. de l'O.B.F.G. Au cours de cette instruction, l'administrateur présidant la commission peut demander au demandeur de fournir les précisions qu'il jugera nécessaires. De même, le demandeur pourra souhaiter être entendu par la commission.

## Article 2. Médiateurs familiaux

L'avocat qui justifie dans sa demande qu'il a bénéficié avant l'entrée en vigueur du présent règlement, d'un agrément comme médiateur familial octroyé par l'O.B.F.G. ou par l'ex-commission de médiation familiale de l'Ordre national des avocats, et qui remplit les exigences de l'article 1.4 du présent règlement, bénéficiera automatiquement de l'agrément temporaire comme médiateur familial, sous réserve de la prise en compte d'un avis négatif ou réservé du bâtonnier comme prévu à l'article 1.6.

## Article 3. Médiateurs sociaux

L'avocat qui justifie dans sa demande qu'avant l'entrée en vigueur du présent règlement, il a participé aux formations de sept jours organisées par le tribunal du travail de Bruxelles ou par l'a.s.b.l. « Médiation et Conciliation en Droit Social », et qui remplit les exigences de l'article 1.4 du présent, bénéficiera automatiquement de l'agrément temporaire comme médiateur en matière sociale, sous réserve de la prise en compte d'un avis négatif ou réservé du bâtonnier comme prévu à l'article 1.6.

## Article 4. Médiateurs civils et commerciaux

L'avocat qui justifie dans sa demande qu'avant l'entrée en vigueur du présent règlement, il a bénéficié d'un agrément comme médiateur civil et commercial délivré par l'a.s.b.l. « Centre de Médiation commerciale de Bruxelles » (« BBMC ») en vertu du règlement de médiation du BBMC, et qui remplit les exigences de l'article 1.4 du présent, bénéficiera automatiquement de l'agrément temporaire comme médiateur en matière civile et commerciale, sous réserve de la prise en compte d'un avis négatif ou réservé du bâtonnier comme prévu à l'article 1.6.

## Article 5. Formation mais pas d'expérience pratique

5.1. L'agrément temporaire octroyé en vertu des articles 2 à 4 du présent règlement oblige l'avocat soit à pratiquer effectivement et régulièrement la médiation à raison d'au moins trois dossiers par an, soit à poursuivre sa formation en suivant des cours complémentaires ou des séances ou rencontres de supervision ou d'intervision, pour un total d'au moins seize heures par an, axés sur la pratique de la médiation.

5.2. L'O.B.F.G., agissant par son conseil d'administration, conformément à l'article 8.2 ci-après, pourra à tout moment demander à l'avocat qui bénéficie de l'agrément temporaire de justifier l'accomplissement de cette obligation.

## Article 6. Expérience pratique

6.1. L'avocat qui est en mesure de démontrer, au moyen de documents qui seront jugés suffisants par le conseil d'administration de l'O.B.F.G., qu'il pratique la médiation de manière régulière, sans pour autant avoir demandé ou obtenu un agrément quelconque, depuis au moins trois ans, et qui remplit les exigences de l'article 1.4 du présent, pourra demander de voir cette pratique reconnue comme suffisante pour bénéficier d'un agrément temporaire au sens de la loi, sous réserve de la prise en compte de l'avis négatif ou réservé du bâtonnier comme prévu à l'article 1.6.

6.2. Par « pratiquer la médiation de manière régulière » au sens du présent article, il faut entendre que l'avocat est intervenu comme médiateur indépendant, ne représentant aucune des parties en cause, en moyenne au moins trois fois par an pendant la période de référence.

6.3. Les renseignements fournis au sujet de l'expérience pratique revendiquée ne devront pas présenter d'indications permettant d'identifier les parties en cause. Ils devront toutefois être de nature à permettre un contrôle par le bâtonnier de l'Ordre où le demandeur est inscrit ou par son délégué. Le demandeur en certifiera l'exactitude dans son formulaire de demande d'agrément.

## Article 7. Autres agréments

7.1. Le conseil d'administration de l'O.B.F.G., outre l'examen de l'accomplissement des exigences de l'article 1.4 du présent et de l'avis négatif ou réservé du bâtonnier comme prévu à l'article 1.6, pourra prendre en considération les agréments qui auraient été accordés par d'autres organismes belges et étrangers ou tous autres cours de formation aux techniques de la médiation.

L'avocat qui s'en prévautra fournira tous renseignements utiles permettant de juger du sérieux de la formation suivie et de l'agrément octroyé.

7.2. Dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 7.1 ci-dessus, l'avocat agréé comme médiateur par l'Ordre des avocats du barreau de Liège en vertu du règlement de cet Ordre du 19 décembre 1995, bénéficiera de l'agrément temporaire pour autant qu'il justifie avoir suivi des formations de mise à jour organisées par l'O.B.F.G. ou agréées par lui.

## Article 8. Refus ou retrait d'agrément

8.1. Un recours est ouvert à l'avocat à l'encontre de la décision de refus d'agrément temporaire. Ce recours doit être introduit à peine de déchéance dans le mois de la notification de la décision du conseil d'administration, par lettre recommandée adressée au président de l'O.B.F.G.

Le recours est examiné par l'assemblée générale de l'O.B.F.G.

L'avocat est entendu par l'assemblée générale selon la procédure de l'article 465 du Code judiciaire. L'assemblée générale, présidée par l'aîné de ses membres, statue à la majorité simple et motive sa décision. En cas de partage des votes, celui du président est prépondérant. Le bâtonnier qui a donné un avis négatif ou réservé au sens de l'article 1.6 du présent ne participe pas à la séance. La convocation de l'avocat et la notification de la décision de l'assemblée générale à l'avocat dans les huit jours du prononcé de celle-ci par pli recommandé à la poste, sont assurées par le secrétaire général de l'O.B.F.G. En cas de défaut de l'avocat, l'opposition ne lui est pas ouverte.

Si l'assemblée générale n'a pas prononcé de décision dans les trois mois de la réception du recours introduit conformément à l'alinéa premier, elle est censée avoir réformé la décision du conseil d'administration et accordé l'agrément temporaire.

8.2. Le conseil d'administration de l'O.B.F.G., pour les motifs qu'il jugera adéquats, notamment par référence à l'article 5.2 ci-dessus, après avoir entendu l'intéressé, pourra retirer l'agrément temporaire qu'il aurait accordé à un avocat qui ne remplirait plus les conditions d'agrément ou qui aurait, par un comportement inapproprié comme médiateur, compromis la dignité de sa fonction.

Toute décision de retrait de l'agrément temporaire pourra faire l'objet d'un recours devant l'assemblée générale de l'O.B.F.G. fonctionnant conformément aux dispositions de l'article 8.1.

## Article 9. Abrogation et entrée en vigueur

Le présent règlement abroge le règlement de l'Ordre national du 26 juin 1997 et entre en vigueur dès la reconnaissance dont question à l'article 25, § 2, alinéa 3, de la loi sans préjudice de l'article 501 du Code judiciaire.

## Annexe I

## FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT (1)

Je soussigné(e)....., membre du barreau de....., demande par la présente de pouvoir bénéficier de l'agrément temporaire comme médiateur au sens de l'article 25, § 2, de la loi du 21 février 2005 et du règlement de l'O.B.F.G. du 6 juin 2005.

1. Je demande cet agrément à titre de (choisir une ou plusieurs options; si plusieurs, justifier chacune d'elles) :

Médiateur en matière familiale

Médiateur en matière sociale

Médiateur en matière civile et commerciale

2. Pour la demande d'agrément comme médiateur en matière familiale :

Je bénéficie d'un agrément en tant que médiateur familial. Il m'a été délivré par l'O.B.F.G. le.....

Je bénéficie d'un agrément en tant que médiateur familial. Il m'a été délivré par..... le.....

J'ai suivi les cours de formation de base à la médiation familiale :

organisés par l'O.B.F.G. en..... (indiquer l'année)

organisés par..... en..... (indiquer l'année). Je joins à la présente comme annexe n°..... le programme des cours suivis et la preuve de ma participation ou du diplôme qui m'a été décerné.

J'ai poursuivi ma formation en suivant les cours suivants : (faire liste et fournir en annexe le contenu des cours, le nombre d'heures de cours et l'année de la formation) :

3. Pour la demande d'agrément comme médiateur en matière sociale :

Je bénéficie d'un agrément en tant que médiateur en matière sociale. Il m'a été délivré par..... le.....

J'ai suivi les cours de formation de base à la médiation en matière sociale :

organisés par l'O.B.F.G. et le tribunal du travail de Bruxelles ou par l'A.S.B.L. Médiation et Conciliation en Droit social, en..... (indiquer l'année)

organisés par..... en..... (indiquer l'année). Je joins à la présente comme annexe n°..... le programme des cours suivis et la preuve de ma participation ou du diplôme qui m'a été décerné.

J'ai poursuivi ma formation en suivant les cours suivants : (faire liste et fournir en annexe le contenu des cours, le nombre d'heures de cours et l'année de formation) :

4. Pour la demande d'agrément comme médiateur en matière civile et commerciale :

Je bénéficie d'un agrément en tant que médiateur civil et commercial. Il m'a été délivré par le BBMC le.....

Je bénéficie d'un agrément en tant que médiateur civil et commercial. Il m'a été délivré par..... le.....

J'ai suivi les cours de formation de base à la médiation civile et commerciale organisés par..... en..... (indiquer l'année). Je joins à la présente comme annexe n°..... le programme des cours suivis et la preuve de ma participation ou du diplôme qui m'a été décerné.

J'ai poursuivi ma formation en suivant les cours suivants : (faire liste - éventuellement en annexe - et fournir en annexe le contenu des cours, le nombre d'heures de cours et l'année de formation) :

5. Expérience pratique revendiquée

Je ne bénéficie pas d'un agrément mais je pratique la médiation de manière régulière au sens du règlement de l'O.B.F.G. du 6 juin 2005.

Je suis intervenu(e) comme médiateur indépendant des parties dans un nombre de dossiers différents :

— ..... dossiers en matière de droit de la famille

— ..... dossiers en matière de droit social

— ..... dossiers en matière de droit civil et commercial

Je précise en outre au moyen d'une annexe au présent formulaire, que les dossiers ci-dessus ont été traités dans le laps de temps et avec la fréquence décrits aux articles 6.1 et 6.2 du règlement.

Je suis intervenu(e) comme avocat d'une des parties dans un nombre de dossiers différents :

— ..... dossiers en matière de droit de la famille

— ..... dossiers en matière de droit du travail

— ..... dossiers en matière de droit civil et commercial

(même remarque que ci-dessus)

Je certifie ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation inscrite au casier judiciaire et incompatible avec l'exercice de la fonction de médiateur agréé et ne pas avoir encouru de sanction disciplinaire ou administrative, incompatible avec l'exercice de la fonction de médiateur agréé, ni avoir fait l'objet de retrait d'agrément.

Je certifie que tous les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Je certifie en outre avoir adressé à mon bâtonnier copie de la présente demande et de ses annexes.

....., le..... 200....

.....

[prénom et nom]

(1) Remplir les espaces appropriés et cocher les cases qui s'appliquent à votre cas.

## KAMMER DER FRANZÖSISCHSPRACHIGEN UND DEUTSCHSPRACHIGEN ANWALTSCHAFTEN

[C – 2005/18067]

## Regelung vom 6. Juni 2005 bezüglich der zeitweiligen Zulassung der Vermittler

In Anbetracht des Gesetzes vom 21. Februar 2005, das das Gerichtsgesetzbuch in Bezug auf die Vermittlung abändert (im Folgenden "Gesetz" genannt);

Angesichts der Tatsache, dass das Gesetz wichtige Konsequenzen an die den Vermittlern gewährte Zulassung knüpft, insbesondere diejenige, dass die Gerichte nur Vermittler ernennen können, die durch den föderalen Ausschuss für Vermittlung zugelassen worden sind (Artikel 1734 § 1 des Gerichtsgesetzbuches), und dass im Rahmen von "freiwilligen" Vermittlungen nur die Vereinbarungen, die mit Hilfe eines zugelassenen Vermittlers abgeschlossen wurden, anerkannt werden können (Artikel 1733 des Gerichtsgesetzbuches);

Dass ebenso nur kostenloser Rechtsbeistand für die Kosten und Honorare des Vermittlers im Rahmen eines gerichtlichen oder freiwilligen Vermittlungsverfahrens gewährt werden kann, wenn dieses von einem zugelassenen Vermittler durchgeführt wird;

Angesichts der Tatsache, dass die zeitweilige Zulassung nur während eines Jahres ab Inkrafttreten des Gesetzes für eine Periode von zwei Jahren gewährt werden kann, so dass Dringlichkeit besteht, eine Regelung zu verabschieden, die die Bedingungen vorsieht, unter denen die zeitweilige Zulassung den Rechtsanwälten gewährt werden kann, die diese beantragen;

Angesichts der Tatsache, dass das Gesetz am 30. September 2005 in Kraft treten wird; dass die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften ihre Anerkennung als Instanz, die befugt ist, gemäß Artikel 25 des Gesetzes zeitweilige Zulassungen zu gewähren, beantragen wird, sobald der föderale Ausschuss für Vermittlung eingesetzt worden ist;

Angesichts der Tatsache, dass seit einigen Jahren verschiedene Rechtsanwaltskammern und auch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften selbst entweder individuell oder aber gemeinsam mit anderen Instanzen wie Handelskammern oder Gerichtsbarkeiten Initiativen zu Gunsten der Vermittlung ergriffen haben;

Dass diese Initiativen zur Einrichtung besonderer Zulassungssysteme geführt haben, die spezifisch für die verschiedenen Bereiche sind, in deren Rahmen diese Initiativen ergriffen wurden;

Angesichts der Tatsache, dass es sich zwecks Auswahl der Kriterien im Hinblick auf die durchzuführende zeitweilige Zulassung und zwecks Einhaltung der im Artikel 10 des Gesetzes vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen empfiehlt, die Systeme in Betracht zu ziehen, die mit Beteiligung der Rechtsanwaltskammern geschaffen worden sind, und die Qualität der Programme anzuerkennen, die diese entwickelt haben;

Dass das Vertrauen, das der Gesetzgeber den zugelassenen Vermittlern entgegengebracht hat, es erforderlich macht, dass sowohl die Festlegung der Zulassungskriterien als auch die Kontrolle der Beachtung dieser Kriterien durch die eine Zulassung beantragenden Rechtsanwälte strikt gehandhabt werden;

Angesichts der Tatsache, dass man außerdem zwischen Familien-, Zivil- und Handelssachen sowie sozialen Angelegenheiten unterscheiden muss, insoweit das Gesetz zwischen diesen unterscheidet, indem es drei spezielle Ausschüsse im föderalen Ausschuss für Vermittlung einsetzt;

Angesichts der Tatsache, dass die Rechtsanwälte, die an entsprechenden Ausbildungskursen teilgenommen haben, die aber noch keine oder nur wenig praktische Erfahrungen gesammelt haben, im Rahmen des durch das Gesetz organisierten Übergangssystems eine zeitweilige Zulassung erhalten können müssen, sofern sie sich verpflichten, ihre Weiterbildung dergestalt weiterzuführen, dass sie eine qualitativ hochwertige Dienstleistung unter Beachtung der Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften vom 20. Januar 2003 garantieren können;

DIE KAMMER DER FRANZÖSISCHSPRACHIGEN UND DEUTSCHSPRACHIGEN ANWALTSCHAFTEN VERABSCHIEDET DIE FOLGENDE REGELUNG:

## Artikel 1. Zulassungsanträge

1.1. Als zeitweiliger Vermittler kann der im Verzeichnis der Rechtsanwälte eingetragene Rechtsanwalt sowie diejenigen, die ihren Beruf unter dem beruflichen Titel eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union ausüben oder in der Liste der Praktikanten einer der Anwaltschaften, die der Zuständigkeit der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften unterliegen, eingetragen sind, zugelassen werden, wenn er den Antrag stellt und den Kriterien genügt, die durch das Gesetz und durch die vorliegende Regelung festgelegt wurden.

1.2. Im Antrag auf Zulassung ist anzugeben, für welche Vermittlungskategorie die Zulassung beantragt wird.

1.3. Er wird mittels des Antragsformulars eingereicht, das sich im Anhang 1 befindet, das durch den Antragsteller unterzeichnet wird und dem alle Belege beizufügen sind, die den Antrag auf Zulassung rechtfertigen.

1.4. Der Antragsteller auf zeitweilige Zulassung bescheinigt im Antragsformular, dass er bisher nicht durch ein Urteil verurteilt wurde, das im Strafregister eingetragen worden ist und das mit der Ausübung des Amtes eines zugelassenen Vermittlers unvereinbar ist, dass gegen ihn keine mit der Ausübung des Amtes des zugelassenen Vermittlers unvereinbare Disziplinar- oder Verwaltungsstrafe verhängt worden ist und dass ihm die Zulassung nicht entzogen worden ist.

1.5. Dieser Antrag kann nur in Betracht gezogen werden, wenn er vor dem 30. Juni 2006 am Sitz der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften eingereicht worden ist.

1.6. Der Antragsteller übermittelt den Antrag und seine Anlagen ebenfalls an den Präsidenten seiner Anwaltschaft. Letzterer oder sein Vertreter kann dem Präsidenten des Verwaltungsrates der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften innerhalb eines Monats eine ablehnende, eine günstige oder eine Stellungnahme unter Vorbehalt übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als günstig.

1.7. Die zeitweilige Zulassung wird durch den Verwaltungsrat der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften aufgrund des Berichts des Verwalters erteilt, der mit der Vermittlung betraut worden ist. Eine Ablehnung wird dem Antragsteller per Einschreibebrief zugestellt.

1.8. Der Bericht des im Artikel 1.6 erwähnten Verwalters wird durch den im Artikel 10 Absatz 5 der internen Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften erwähnten Ausschuss untersucht. Im Laufe dieser Untersuchung kann der Verwalter, der dem Ausschuss vorsitzt, den Antragsteller bitten, weitere Erklärungen zu geben, die er für notwendig erachtet. Ebenso kann der Antragsteller darum bitten, durch den Ausschuss angehört zu werden.

## Artikel 2. Vermittler in Familiensachen

Der Rechtsanwalt, der in seinem Antrag belegt, dass er vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung eine Zulassung als Familienvermittler durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften oder durch den ehemaligen Ausschuss der nationalen Rechtsanwaltskammer für Familienvermittlung erhalten hat, und der die Bedingungen des Artikels 1.4 der vorliegenden Regelung erfüllt, erhält automatisch eine zeitweilige Zulassung als Familienvermittler, dies vorbehaltlich der Berücksichtigung einer negativen Stellungnahme oder einer Stellungnahme unter Vorbehalt des Präsidenten der Anwaltschaft, wie diese im Artikel 1.6 vorgesehen ist.

### Artikel 3. Vermittler in sozialen Angelegenheiten

Der Rechtsanwalt, der in seinem Antrag belegt, dass er vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung an der siebentägigen Fortbildung teilgenommen hat, die durch das Arbeitsgericht Brüssel oder durch die GoE "Vermittlung und Schlichtung im Sozialrecht" organisiert wurde, und der die Bedingungen des Artikels 1.4 der vorliegenden Regelung erfüllt, erhält automatisch eine zeitweilige Zulassung als Vermittler in sozialen Angelegenheiten, dies vorbehaltlich der Berücksichtigung einer negativen Stellungnahme oder einer Stellungnahme unter Vorbehalt des Präsidenten der Anwaltschaft, wie diese im Artikel 1.6 vorgesehen ist.

### Artikel 4. Vermittler in zivil- und handelsrechtlichen Angelegenheiten

Der Rechtsanwalt, der in seinem Antrag belegt, dass er vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung aufgrund der Regelung über die Vermittlung der GoE "Brüsseler Zentrum für Vermittlung in handelsrechtlichen Angelegenheiten" ("BBMC") durch das BBMC eine Zulassung als Vermittler in zivil- und handelsrechtlichen Angelegenheiten erhalten hat, und der die Bedingungen des Artikels 1.4 der vorliegenden Regelung erfüllt, erhält automatisch eine zeitweilige Zulassung als Vermittler in zivil- und handelsrechtlichen Angelegenheiten, dies vorbehaltlich der Berücksichtigung einer negativen Stellungnahme oder einer Stellungnahme unter Vorbehalt des Präsidenten der Anwaltschaft, wie diese im Artikel 1.6 vorgesehen ist

### Artikel 5. Ausbildung, aber keine praktische Erfahrung

5.1. Die zeitweilige Zulassung, die gemäß Artikel 2 bis 4 der vorliegenden Regelung gewährt wurde, verpflichtet den Rechtsanwalt dazu, die Vermittlung entweder tatsächlich und regelmäßig im Rahmen von mindestens drei Akten pro Jahr zu praktizieren oder aber seine Ausbildung fortzuführen, indem er während mindestens sechzehn Stunden pro Jahr entsprechend auf die Praxis der Vermittlung ausgerichteten zusätzlichen Kursen oder Sitzungen oder Zusammenkünften zwecks Überprüfung oder Beurteilung beiwohnt.

5.2. Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften kann gemäß des nachfolgenden Artikels 8.2 zu jeder Zeit über ihren Verwaltungsrat vom Rechtsanwalt, der eine zeitweilige Zulassung besitzt, verlangen, dass er die Einhaltung dieser Verpflichtung nachweist.

### Artikel 6. Praktische Erfahrung

6.1. Der Rechtsanwalt, der in der Lage ist, mittels Dokumenten, die durch den Verwaltungsrat der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften für ausreichend erachtet werden, zu beweisen, dass er die Vermittlung regelmäßig praktiziert, ohne hierfür jedoch seit mindestens drei Jahren irgendeine Zulassung beantragt oder erhalten zu haben, und der die Bedingungen des Artikels 1.4 der vorliegenden Regelung erfüllt, kann beantragen, dass diese Praxis als ausreichend anerkannt wird, um eine zeitweilige Zulassung im Sinne des Gesetzes zu erhalten, dies vorbehaltlich der Berücksichtigung einer negativen Stellungnahme oder einer Stellungnahme unter Vorbehalt des Präsidenten der Anwaltschaft, wie diese im Artikel 1.6 vorgesehen ist

6.2. Unter einer "regelmäßigen Ausübung der Vermittlung" im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man, dass der Rechtsanwalt im Durchschnitt mindestens dreimal pro Jahr während des Referenzzeitraums als unabhängiger Vermittler, der keine der betroffenen Parteien vertritt, aufgetreten ist.

6.3. Die Auskünfte, die hinsichtlich der geforderten praktischen Erfahrung geliefert werden müssen, dürfen keine Hinweise enthalten, die es ermöglichen, die betroffenen Parteien zu identifizieren. Sie müssen allerdings geeignet sein, eine Kontrolle durch den Präsidenten der Anwaltskammer, bei der der Antragsteller eingetragen ist, oder durch seinen Vertreter zu ermöglichen. Der Antragsteller bestätigt deren Richtigkeit in seinem Antragsformular auf Zulassung.

### Artikel 7. Andere Zulassungen

7.1. Der Verwaltungsrat der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften kann zusätzlich zur Prüfung der Erfüllung der im Artikel 1.4 der vorliegenden Regelung vorgesehenen Bedingungen und der im Artikel 1.6 vorgesehenen negativen Stellungnahme oder der Stellungnahme unter Vorbehalt des Präsidenten der Anwaltskammer die Zulassungen berücksichtigen, die durch andere belgische und ausländische Organisationen oder aufgrund von anderen Kursen zur Ausbildung in den Techniken der Vermittlung gewährt worden wären.

Der Rechtsanwalt, der diese geltend macht, wird alle nützlichen Auskünfte liefern, die es erlauben, den seriösen Charakter der befolgten Ausbildung und der erteilten Zulassung zu beurteilen.

7.2. Unter denselben Bedingungen wie jene, die im Artikel 7.1 vorgesehen sind, erhält der Rechtsanwalt, der durch die Rechtsanwaltskammer Lüttich aufgrund der Regelung dieser Kammer vom 19. Dezember 1995 als Vermittler zugelassen worden ist, eine zeitweilige Zulassung, sofern er belegt, dass er den durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften organisierten oder durch diese anerkannten Weiterbildungen zur Aktualisierung gefolgt ist.

### Artikel 8. Verweigerung oder Entzug der Zulassung

8.1. Dem Rechtsanwalt steht ein Rekurs gegen die Entscheidung der Verweigerung der zeitweiligen Zulassung zu. Dieser Rekurs muss bei Strafe der Rechtsverwirkung innerhalb eines Monats ab Zustellung der Entscheidung des Verwaltungsrates per Einschreibebrief, der an den Präsidenten der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften gerichtet wird, eingelegt werden.

Der Rekurs wird durch die Generalversammlung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften geprüft.

Der Rechtsanwalt wird vor der Generalversammlung im Rahmen des im Artikel 465 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Verfahrens angehört. Die Generalversammlung, deren Vorsitz das älteste ihrer Mitglieder führt, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit und begründet ihre Entscheidung. Im Falle einer Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend. Der Präsident der Anwaltskammer, der eine negative Stellungnahme oder eine Stellungnahme unter Vorbehalt gemäß Artikel 1.6 der vorliegenden Regelung abgegeben hat, nimmt nicht an der Sitzung teil. Die Vorladung des Rechtsanwaltes und die Zustellung der Entscheidung der Generalversammlung an den Rechtsanwalt innerhalb von acht Tagen ab Verkündung derselben werden durch den Generalsekretär der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften per Einschreibebrief zugestellt. Falls der Rechtsanwalt nicht erscheint, steht ihm kein Recht auf Einspruch zu.

Wenn die Generalversammlung innerhalb von drei Monaten ab Erhalt des laut Absatz eins eingelegten Rekurses keine Entscheidung getroffen hat, gilt die Entscheidung des Verwaltungsrates als abgeändert und die zeitweilige Zulassung als gewährt.

8.2. Der Verwaltungsrat der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften kann aus Gründen, die sie für angebracht hält, insbesondere unter Bezugnahme auf den vorstehenden Artikel 5.2, nach einer Anhörung des Betroffenen die zeitweilige Zulassung entziehen, die sie einem Rechtsanwalt gewährt hatte, der die Genehmigungsbedingungen nicht mehr erfüllen würde oder der durch ein unpassendes Verhalten als Vermittler die Würde seiner Funktion kompromittiert hätte.

Jede Entscheidung auf Entzug der zeitweiligen Zulassung kann durch einen Rekurs vor der Generalversammlung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften angefochten werden, die dann gemäß den Bestimmungen des Artikels 8.1 vorgeht.

### Artikel 9. Aufhebung und Inkrafttreten

Die vorliegende Regelung hebt die Regelung der nationalen Rechtsanwaltskammer vom 26. Juni 1997 auf und tritt am Tage der im Artikel 25 § 2 Absatz 3 des Gesetzes erwähnten Anerkennung in Kraft, dies ungeachtet des Artikels 501 des Gerichtsgesetzbuches.

## Anhang 1

## ANTRAGSFORMULAR (1)

Ich, der (die) Unterzeichnete....., Mitglied der Anwaltschaft....., beantrage durch das vorliegende Schreiben die zeitweilige Zulassung als Vermittler gemäß Artikel 25 § 2 des Gesetzes vom 21. Februar 2005 und gemäß der Verordnung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften vom 6. Juni 2005.

1. Ich beantrage diese Genehmigung als (eine oder mehrere Optionen wählen; wenn Sie mehrere wählen, bitte jede einzeln rechtfertigen):

- Vermittler im Familienbereich
- Vermittler im sozialen Bereich
- Vermittler im zivil- und handelsrechtlichen Bereich

2. Für den Antrag auf Zulassung als Vermittler im Familienbereich:

Ich besitze bereits eine Zulassung als Familienvermittler. Diese ist mir am..... durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften erteilt worden

Ich besitze bereits eine Zulassung als Familienvermittler. Diese ist mir am..... durch..... erteilt worden

Ich habe ich an den Grundausbildungskursen für die Familienvermittlung teilgenommen:

o organisiert durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften in..... (das Jahr angeben)

o organisiert durch..... in..... (das Jahr angeben). Ich füge dem vorliegenden Schreiben als Anlage Nr..... das Programm der Kurse, an denen ich teilgenommen habe, sowie den Beweis für meine Teilnahme oder das Diplom, das mir verliehen worden ist, bei.

Ich habe ich meine Ausbildung durch die Teilnahme an folgenden Kursen absolviert (auflisten und als Anlage den Inhalt der Kurse, die Anzahl der Kursstunden und das Jahr der Ausbildung beibringen):

3. Für den Antrag auf Zulassung als Vermittler im sozialen Bereich:

Ich besitze bereits eine Zulassung als Vermittler im sozialen Bereich. Diese ist mir am..... durch..... erteilt worden.

Ich habe ich an den Grundausbildungskursen für die Vermittlung im sozialen Bereich teilgenommen:

o organisiert durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften und dem Arbeitsgericht Brüssel oder durch die GoE "Vermittlung und Schlichtung im Sozialrecht" in..... (das Jahr angeben)

o organisiert durch..... in..... (das Jahr angeben). Ich füge dem vorliegenden Schreiben als Anlage Nr..... das Programm der Kurse, an denen ich teilgenommen habe, sowie den Beweis für meine Teilnahme oder das Diplom, das mir verliehen worden ist, bei.

Ich habe ich meine Ausbildung durch die Teilnahme an folgenden Kursen absolviert (auflisten und als Anlage den Inhalt der Kurse, die Anzahl der Kursstunden und das Jahr der Ausbildung beibringen):

4. Für den Antrag auf Zulassung als Vermittler im zivilen und handelsrechtlichen Bereich:

Ich besitze bereits eine Zulassung als Vermittler im zivilen und handelsrechtlichen Bereich. Diese ist mir am..... durch die GoE "Brüsseler Zentrum für Vermittlung in handelsrechtlichen Angelegenheiten" ("BBMC") erteilt worden.

Ich besitze bereits eine Zulassung als Vermittler im zivilen und handelsrechtlichen Bereich. Diese ist mir am..... durch..... erteilt worden

Ich habe ich an den Grundausbildungskursen für die Vermittlung im zivilen und handelsrechtlichen Bereich teilgenommen, die in..... (das Jahr angeben) durch..... organisiert worden sind. Ich füge dem vorliegenden Schreiben als Anlage Nr..... das Programm der Kurse, an denen ich teilgenommen habe, sowie den Beweis für meine Teilnahme oder das Diplom, das mir verliehen worden ist, bei.

Ich habe ich meine Ausbildung durch die Teilnahme an folgenden Kursen absolviert (auflisten und als Anlage den Inhalt der Kurse, die Anzahl der Kursstunden und das Jahr der Ausbildung beibringen):

5. Erforderliche praktische Erfahrung

Ich besitze keine Zulassung, aber ich praktiziere die Vermittlung regelmäßig im Sinne der Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften vom 6. Juni 2005.

Ich bin als von den Parteien unabhängiger Vermittler in einer Reihe von verschiedenen Akten interveniert:

- ..... Akten in Familiensachen
- ..... Akten in sozialen Angelegenheiten
- ..... Akten in zivil- und handelsrechtlichen Angelegenheiten

Ich erkläre außerdem mittels einer Anlage zu dem vorliegenden Formular, dass die obigen Akten in dem in den Artikeln 6.1 und 6.2 der Regelung angegebenen Zeitraum und mit der dort geforderten Häufigkeit behandelt worden sind.

Ich bin als Rechtsbeistand einer der Parteien in einer Reihe von verschiedenen Akten interveniert:

- ..... Akten in Familiensachen
- ..... Akten in arbeitsrechtlichen Angelegenheiten
- ..... Akten in zivil- und handelsrechtlichen Angelegenheiten

(selbe Bemerkung wie oben)

Ich bestätige, bisher nicht durch ein Urteil verurteilt worden zu sein, das im Strafregister eingetragen worden ist und das mit der Ausübung des Amtes eines zugelassenen Vermittlers unvereinbar ist, und mit keiner mit der Ausübung des Amtes des zugelassenen Vermittlers unvereinbaren Disziplinar- oder Verwaltungsstrafe belegt worden zu sein. Außerdem wurde mir die Zulassung nicht entzogen.

Ich bestätige, dass alle oben gegebenen Auskünfte richtig sind.

Ich bestätige außerdem, meinem Präsidenten der Anwaltskammer eine Kopie des vorliegenden Antrags und seiner Anlagen übermittelt zu haben.

....., den..... 200.....

[Vorname und Name]

(1) Die entsprechenden Felder ausfüllen und die auf Sie zutreffenden Kästchen ankreuzen.

**COMMISSION DE REGULATION  
DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (CREG)**

[C - 2005/18069]

Le Comité de Direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) a approuvé les tarifs des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité valables pour la période reprise ci-après

1<sup>er</sup> juillet 2005 - 30 septembre 2005 :

SIMOGEL, IEH, INTERLUX, IDEG, INTERMOSANE, INTEREST, SEDILEC, GASELWEST, INTERGEM, IVERLEK, IVEKA, IMEA, SIBELGAS-NOORD, IMEWO, AGEM,

Les tarifs sont disponibles sur le site web de la CREG : [www.creg.be](http://www.creg.be)

**COMMISSIE VOOR DE REGULERING  
VAN DE ELEKTRICITEIT EN HET GAS (CREG)**

[C - 2005/18069]

Het Directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) keurde tarieven voor de distributienetbeheerders voor elektriciteit goed, geldig voor de hierna aangeduide periode

1 juli 2005 - 30 september 2005 :

SIMOGEL, IEH, INTERLUX, IDEG, INTERMOSANE, INTEREST, SEDILEC, GASELWEST, INTERGEM, IVERLEK, IVEKA, IMEA, SIBELGAS-NOORD, IMEWO, AGEM.

De tarieven kunnen geconsulteerd worden op de website van de CREG : [www.creg.be](http://www.creg.be)

**COMMISSION DE REGULATION  
DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (CREG)**

[C - 2005/18070]

Le Comité de Direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) a approuvé les tarifs du gestionnaire de réseau de transport d'électricité valables pour la période reprise ci-après

1<sup>er</sup> juillet 2005 - 30 septembre 2005 :

ELIA.

Les tarifs sont disponibles sur le site web de la CREG : [www.creg.be](http://www.creg.be)

**COMMISSIE VOOR DE REGULERING  
VAN DE ELEKTRICITEIT EN HET GAS (CREG)**

[C - 2005/18070]

Het Directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) keurde tarieven voor de transmissienetbeheerder voor elektriciteit goed, geldig voor de hierna aangeduide periode

1 juli 2005 - 30 september 2005 :

ELIA

De tarieven kunnen geconsulteerd worden op de website van de CREG : [www.creg.be](http://www.creg.be)

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2005/00361]

**6 AVRIL 2005. — Circulaire ministérielle GPI 15quinquies relative aux déclarations de vacances d'emplois dans le cadre de la procédure de mobilité à la police intégrée, structurée à deux niveaux. — Traduction allemande**

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la circulaire GPI 15quinquies du Ministre de l'Intérieur du 6 avril 2005 relative aux déclarations de vacances d'emplois dans le cadre de la procédure de mobilité à la police intégrée, structurée à deux niveaux (*Moniteur belge* du 28 avril 2005), établie par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C - 2005/00361]

**6 APRIL 2005. — Ministeriële omzendbrief GPI 15quinquies betreffende het vacant verklaren van betrekkingen in het raam van de mobiliteitsprocedure bij de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus. — Duitse vertaling**

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de omzendbrief GPI 15quinquies van de Minister van Binnenlandse Zaken van 6 april 2005 betreffende het vacant verklaren van betrekkingen in het raam van de mobiliteitsprocedure bij de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus (*Belgisch Staatsblad* van 28 april 2005), opgemaakt door de Centrale Dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

**FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES**

[C - 2005/00361]

**6. APRIL 2005 — Ministerielles Rundschreiben GPI 15quinquies über die Vakanterklärungen im Rahmen des Mobilitätsverfahrens bei der auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizei — Deutsche Übersetzung**

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Rundschreibens GPI 15quinquies des Ministers des Innern vom 6. April 2005 über die Vakanterklärungen im Rahmen des Mobilitätsverfahrens bei der auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizei, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen beim Beigeordneten Bezirkskommissariat in Malmedy.